

LE LIEN

1er juin 2023
Volume 45, numéro 8

Mot de la présidente

Nancie Lafond



Une année supplémentaire pour 12 000\$?

Pour retenir au travail le personnel enseignant éligible à la retraite sans pénalité, la présidente du Conseil du trésor estime qu'elle a trouvé une solution séduisante pour l'ensemble des enseignantes et des enseignants de tous les secteurs: offrir un montant forfaitaire de 12 000 \$ qui s'ajoutera au salaire annuel. Mais pour y avoir droit, il faut répondre à plusieurs impératifs... et avoir le goût de prolonger à temps plein son contrat de travail.

Les critères d'admissibilité

Pour être admissible à cette somme forfaitaire, l'enseignante ou l'enseignant doit avoir atteint l'un des trois critères donnant accès à une rente de retraite sans réduction, c'est-à-dire :

- Avoir au moins 61 ans;
- Compter au moins 35 années de service;
- Avoir au moins 60 ans et au moins 35 années de service.

L'enseignante ou l'enseignant doit également accepter de travailler à temps complet durant l'année 2023-2024. Cette mesure concerne les personnes qui sont en voie de prendre leur retraite au 30 juin prochain ainsi que celles qui atteindront leur premier critère de retraite sans réduction durant l'année scolaire 2023-2024. Ainsi, en devenant admissible en cours d'année, la personne peut bénéficier de l'incitatif financier, au prorata du nombre de jours travaillés, à la condition de travailler à temps plein jusqu'à la fin de l'année scolaire.

De plus, l'enseignante ou l'enseignant qui bénéficie d'une tâche allégée dans le cadre d'une entente de mise à la retraite progressive doit procéder à l'annulation de son entente de retraite progressive afin de bénéficier du montant forfaitaire. Finalement, pour les personnes ayant déjà annoncé leur départ à la retraite au 30 juin et qui veulent travailler une année supplémentaire, le gouvernement invite «... les parties locales [à s'entendre] rapidement sur l'affectation de l'enseignant qui modifie son « idée initiale », en ne souhaitant plus démissionner pour bénéficier du montant forfaitaire de 12 000 \$, et ce, dans l'optique de lui offrir la meilleure « chaise » possible sans

reprendre le processus d'affectation actuellement en cours ».

Est-ce qu'il s'agit d'une bonne solution?

Dans le contexte de pénurie qui nous afflige, une telle mesure peut avoir pour effet de retenir des enseignantes et enseignants d'expérience moyennant un montant forfaitaire. Je doute cependant que cela soit suffisant pour résorber le manque de personnel dans nos classes. Le gouvernement fait fausse route en pensant qu'il réussira à convaincre 7 000 personnes de retarder leur départ à la retraite sans modifier quoi que ce soit à la tâche. **Pour attirer la relève et retenir l'expérience, il faudra assurément améliorer les conditions de travail des enseignantes et enseignants.**

D'autant plus que la mesure visant à rémunérer les personnes retraitées (avec ou sans pénalité) sur la base de leur échelle salariale a été reconduite. En réalisant 26 jours de suppléance pour l'année 2023-2024, l'enseignante ou l'enseignant à la retraite recevra plus ou moins 12 000 \$ de plus, qui s'ajouteront à son revenu de retraite, sans avoir à s'acquitter de l'ensemble des fonctions de la tâche enseignante (PI, bulletins, rencontres, etc.) .

Tsé, quand on dit que la main gauche ignore ce que fait la main droite!

Salutations syndicales,

Nancie

Pour la période estivale, **les bureaux du SEBF seront fermés du 28 juin au 8 août 2023 inclusivement**. Nous serons de retour à nos heures habituelles à compter du mercredi, 9 août 2023.

Profitez de ces quelques semaines pour faire le plein de soleil, de repos, de moments en famille et de tout ce qui vous permettra de revenir revigorés pour la nouvelle année!

L'équipe du SEBF



« Parce que la composition de la classe est complexe...

Parce que la tâche est lourde...

...je participerai au rassemblement du 10 juin. »

beneva

Fusion Beneva/La Capitale et SSQ Assurances: Gestes à poser

Comme certaines et certains d'entre vous le savez, SSQ Assurances et La Capitale Assurances ont fusionné et sont en processus d'intégration de leurs activités et tout particulièrement de leurs services numériques. À compter du 19 juin prochain le site ssq.ca sera remplacé par **beneva.ca**. L'accès à l'Espace client se fera uniquement à partir de ce site et tous les produits seront réunis dans un seul Espace client.

Certaines et certains membres possèdent un compte Espace client Beneva (pour un produit détenu chez Beneva/La Capitale, assurance auto ou VR par exemple) tout en ayant aussi un compte Espace client de SSQ Assurance (dont une assurance collective, Alter ego ou autre par exemple). Il est en effet tout à fait possible pour une personne de détenir plusieurs produits d'assurance (auto, maison, VR et collectives) pour elle ou pour les membres de sa famille immédiate auprès de ces deux entités. **Certaines de ces personnes utilisent la même adresse**

courriel pour se connecter dans les deux comptes, mais avec un nom de détenteur ou un identifiant différent. Cette situation empêchera Beneva de migrer leur compte vers l'Espace client entraînant par le fait même certaines problématiques importantes.

Au cours des prochaines semaines, Beneva devrait communiquer avec les membres concernés par courriel ou par téléphone pour les informer de la marche à suivre. Une **page web** est déjà en place pour vous accompagner et une équipe additionnelle d'agents au service à la clientèle est en place temporairement afin de vous accompagner. Vous pouvez contacter cette équipe dédiée au **1-888-236-0688**. Afin que le transfert de votre compte dans l'Espace client puisse se faire automatiquement, vous devrez prendre action **avant le 15 juin 2023**.

Par Me Michael Provencher, conseiller syndical

Implantation facultative du programme *Culture et citoyenneté québécoise* (CCQ)

Dans le contexte de l'implantation facultative de programme d'études CCQ pour la prochaine année scolaire, voici des précisions apportées par le ministère de l'Éducation relativement au choix d'enseigner le programme CCQ ou ECR en vertu des dispositions du régime pédagogique et de la *Loi sur l'instruction publique* (LIP) :

- Les matières obligatoires enseignées chaque année sont prévues aux articles 22, 23 et 23.1 du [Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire](#). Ainsi, selon la [proposition de modifications à l'étude](#), en 2023-2024, les matières ECR ou CCQ pourraient être prévues dans les listes des matières précisées au Régime pédagogique, advenant l'adoption du règlement tel que proposé.
- La [Loi sur l'instruction publique](#) précise à l'article 84 qu'il appartient au **conseil d'établissement d'approuver les modalités d'application** du Régime pédagogique **proposées par la direction de l'école**.
- À l'égard de cette proposition, l'article 89 de la LIP précise qu'elle doit **être élaborée avec la participation des membres du personnel de l'école**. Les modalités de ces participations sont celles définies dans notre Entente locale (AGEE).

Ce sera donc à chaque milieu, en vertu de ce qui précède, de décider des modalités d'application du Régime pédagogique qui s'appliqueront, donc en décidant lequel des programmes ECR ou CCQ sera enseigné. Les codes de cours correspondant au choix de matières seront disponibles pour la rentrée 2023-2024.



« Parce qu'il est urgent
d'attirer la relève...
Parce qu'il faut retenir
l'expertise...
...je participerai au
rassemblement du 10 juin. »

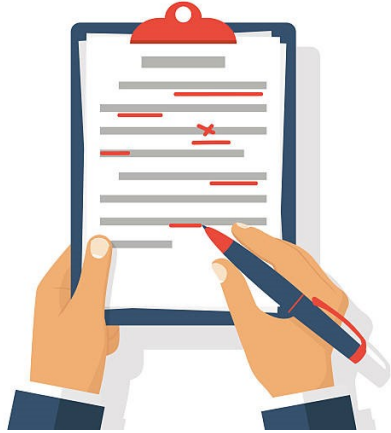


Guide pédagogique et professionnel – Version numérique

Lors du Colloque « Maîtres de notre profession », la FSE a procédé au lancement du **Guide pédagogique et professionnel** qui a pour objectif de soutenir les membres dans l'exercice de leurs pouvoirs, de leurs droits et de leurs responsabilités dans les différentes facettes de leur travail au quotidien. Le Guide présente en effet les encadrements de notre profession ainsi que les différents pouvoirs des enseignantes et enseignants prévus à la LIP. L'exercice de ces pouvoirs est la pierre angulaire de l'autonomie professionnelle, tant individuelle que collective. Bien les maîtriser, les exercer pleinement et les faire respecter est essentiel afin d'être *Maîtres de notre profession*!

Ce guide se veut un outil de référence **évolutif** pouvant être mis à niveau en fonction des changements dans les encadrements de la profession ou de la jurisprudence. Le projet de loi n° 23 en est un bel exemple. La version officielle du guide **en format numérique** est facilement téléchargeable et disponible sur le site Web de la FSE : fse.lacsq.org/publications/publications-populaires/

Journées de suppléance pour la correction des épreuves ministérielles de fin d'année 2022-2023



Nous vous rappelons que les règles budgétaires de fonctionnement prévoient la **mesure 15130** qui contribue au financement de journées de suppléance afin de soutenir le personnel enseignant dans la correction ou l'administration des épreuves ministérielles.

À cette mesure s'ajoutent les libérations obtenues avec l'annexe 5 de l'Entente nationale pour la correction des épreuves obligatoires au primaire. Malgré l'échéance de la convention collective le 31 mars dernier, la reconduction de cette annexe est confirmée.

Voici le résumé des journées de libération financées par le ministère de l'Éducation pour la **correction des épreuves obligatoires** et **l'administration de l'épreuve unique de langue seconde au secondaire** pour chaque enseignante ou enseignant concerné par ces épreuves :

Niveau	Épreuves	Mesure 15130	Annexe 5	Total des journées de libération
4 ^e année du primaire	Épreuves obligatoires Français (lecture et écriture)	Une journée	Une demi-journée	Une journée et demie
6 ^e année du primaire	Épreuves obligatoires Français (lecture et écriture) et Mathématique	Une journée	Une journée	Deux journées
2 ^e année du secondaire	Épreuve obligatoire Français (écriture)	Une demi-journée	-	Une demi-journée
5 ^e année du secondaire	Épreuve unique d'interaction orale en langue seconde qui se déroule en groupes de discussion	Une demi-journée	-	Une demi-journée

En ce qui concerne la **mesure 15130**, les libérations sont calculées **par groupe** et le Ministère calcule le nombre de groupes à financer à partir de l'effectif scolaire déclaré au 30 septembre. En ce qui concerne l'**annexe 5**, rappelons-nous que l'obtention de temps de libération additionnel est une revendication que la FSE défend depuis de nombreuses années.



« Parce que nous voulons consacrer plus de temps à chacun des élèves...
...je participerai au rassemblement du 10 juin. »

Au SEBF, on se mobilise!

Les enseignantes et enseignants du SEBF ont été très visibles dans les dernières semaines. Voici quelques clichés en faisant état:

Flash Mob—Maxi - 27 mai 2023



Concours-photo On est là! On a besoin d'air!



CFER



CEP La Samare...on a fait d'air!!!

Concours-photo On est là! On a besoin de bras!



La Myriade



St-David

Opération Portrait de classe (intervention au CA du CSSBF - 9 mai 2023)



Au SEBF, on se mobilise! (suite)

Opération Promesse faite, promesse à tenir! - 23 mai 2023



Sonia Laliberté, Catherine Joyal et Pier-Luc Turgeon, attaché politique de M. Éric Lefebvre, député d'Arthabaska



Devant le bureau du député



La Fermentière



Pie-X



St-Paul



Monique-Proulx et L'Eau Vive



« Il n'y a jamais eu de négociation facile. Le 10 juin, je serai à Québec pour exiger des améliorations à la composition de la classe et à la tâche enseignante. »